LA PAIX ! - *déclaration liminaire*

Nous prenons la parole en ouverture de ce CSE pour rappeler les valeurs de paix, de justice sociale et de solidarité chères à la CGT, dans un contexte où les choix gouvernementaux engagent de plus en plus le service public de l'emploi dans une logique d'armement et de militarisation.



La guerre, que vous nous permettrez de considérer comme l'échec des nations, n'est plus décrite comme la chose à éviter, à ne plus reproduire, mais comme une perspective de développement pour l'économie et l'État. Les rivalités entre les capitalistes et les tensions économiques entre les États à leur service tendent à faire de l'escalade militaire une nécessité et du réarmement une évidence. Toute parole pacifiste est à présent suspecte, et les procès pour « défaitisme » ne semblent déjà plus si lointains. Cette orientation s'inscrit dans un engrenage militaire et impérialiste international, encouragé par l'OTAN, et les industriels et financiers liés à l'armement sont d'ores et déjà des profiteurs de guerre. La loi de programmation militaire prévoit 413 milliards d'euros entre 2024 et 2030, un niveau inédit.

Dans le même temps, l'école publique manque de tout : des milliers de postes ne sont pas pourvus, les classes sont surchargées, les remplacements non assurés, les inégalités scolaires se creusent dès le plus jeune âge. L'enseignement professionnel est affaibli, l'orientation ne laisse plus de place au choix, et l'égalité des chances est un slogan vide de sens. Le projet professionnel, comme vecteur d'émancipation, laisse place à la résignation, à la seule logique alimentaire. France Travail n'échappe pas à ce système. Plus de 1 600 postes y sont supprimés, alors même que les besoins d'accompagnement explosent face aux licenciements en cascade dans tous les pans de l'économie, étouffée par les politiques d'austérité. Ce déséquilibre n'est pas conjoncturel : il traduit un choix politique clair, celui d'un système qui reconnaît que la Terre est trop petite pour satisfaire les égos de tous ces milliardaires qui se repaissent de notre travail et tirent profit de l'exploitation de toutes les ressources, qu'elles soient naturelles ou humaines. C'est pour eux que les États se préparent aujourd'hui à la guerre plutôt que d'investir dans l'avenir en finançant l'école, l'éducation, la santé, l'emploi.

Ce système a des conséquences dramatiques sur les travailleurs et particulièrement sur les jeunes. Quand l'école n'a plus les moyens de former des citoyens épanouis et intégrés dans la société, quand les diplômes ne sont plus reconnus et perdent

de leur valeur, quand les perspectives se ferment comme les écoutilles des sous-marins nucléaires, la précarité s'installe très tôt. Cette précarité, c'est sciemment qu'elle est construite, comme un outil de pression sur les populations. Cette pression, ce serait désormais du ressort de notre établissement de la rendre concrète pour celles et ceux qui souffrent de la précarité.

Le recrutement annoncé d'un général pour piloter une « force spéciale » dédiée aux besoins de l'industrie de défense marque une rupture profonde. La convention de soutien à la réserve opérationnelle engage France Travail à promouvoir l'engagement militaire, y compris auprès des demandeurs et demandeuses d'emploi. Le Service Militaire Volontaire est intégré dans les outils d'accompagnement, présenté comme une solution parmi d'autres, au même titre qu'un emploi ou une formation.



Les Industrielles, Ulric STAHL – Sérigraphie
Vue dans la zone d'accueil d'une agence de l'Hérault

D'ailleurs, nous assistons aussi à l'émergence d'une stratégie de captation des jeunes en sortie d'études, notamment dans les cursus scientifiques, afin de placer leurs compétences au service de la recherche militaire plutôt qu'à des projets indispensables à l'avenir de l'humanité et de la société.

Faute d'investissements massifs dans l'école publique, la formation et l'emploi choisi, on organise la disponibilité militaire des plus précaires. Cette logique vise toujours les mêmes : les jeunes des classes populaires, celles et ceux que l'institution scolaire et sociale a déjà fragilisés. Cette dérive est justifiée par un discours médiatique dominant qui banalise les conflits, encourage l'escalade militaire et passe sous silence les conséquences sociales d'une doctrine économique militariste.

La CGT refuse cette trajectoire. La guerre n'est pas une solution, elle n'est pas inéluctable. Elle est le produit de choix politiques au service d'intérêts industriels et financiers, toujours payés par les peuples, les travailleurs et leurs enfants. France Travail doit rester un outil de justice sociale et de solidarité qui accompagne des parcours émancipateurs, pas un instrument au service de l'impérialisme et de la militarisation. Défendre la paix, c'est défendre l'école publique, l'éducation, nos missions et l'avenir des générations à venir.

Et pour reprendre les mots d'Albert Camus :

« La paix est le seul combat qui mérite d'être mené. »

LA CGT FRANCE TRAVAIL S'ENGAGE POUR LA PAIX.

Les échos du CSE

CSE du 29 Janvier 2026

la cgt France Travail

EFFICIENCE ET EMPLOI : la précarité comme variable d'ajustement

La direction régionale prévoit une BDE limitée à quelques postes, au mieux à partir de mai ou juin. Face à un plafond d'emploi incertain et à des suppressions de postes, elle entend se concentrer sur les mobilités, via des extractions SIRHUS basées sur les vœux des agents.
Pour la CGT, cette approche ignore la complexité des mobilités, surtout inter-régionales. Parallèlement, le recours massif et durable aux CDD pour assurer le fonctionnement des services révèle une contradiction : malgré les objectifs d'efficience et d'attractivité affichés, la précarité reste le principal outil de gestion des effectifs. Pourtant, la qualité du service public dépend d'emplois stables et d'effectifs adaptés.

CHARTE « BIEN VIVRE ENSEMBLE » : 0 partout, la CGT remet le travail au centre

La CGT souligne que les règles de respect et de civilité mentionnées dans la Charte relèvent déjà du cadre légal et du règlement intérieur. L'expression "bien vivre ensemble" plutôt que "bien travailler ensemble" semble inadaptée : la qualité des relations professionnelles dépend surtout des conditions de travail, de l'organisation et des moyens alloués. Le document manque de clarté sur les constats à l'origine de cette démarche (tensions individuelles, collectives ou diagnostic organisationnel). La CGT craint que cette charte, centrée sur les comportements individuels, ne reporte sur les agents la responsabilité de difficultés liées aux choix organisationnels et à l'employeur.
Sans politique de prévention primaire ni échanges réguliers sur le travail réel, cette charte risque de servir à exonérer l'établissement de ses responsabilités.

BAROMETRE SOCIAL : des alertes persistantes malgré l'engagement des agents

Le dernier baromètre social confirme l'engagement des agents, mais révèle des alertes fortes, surtout chez les conseillers GDD et les fonctions support. Les points critiques restent la charge de travail, la reconnaissance, le lien managérial, la satisfaction professionnelle et le sentiment de sécurité.
Pour la CGT, **ces résultats interrogent l'organisation du travail et les transformations en cours : empilement des missions, complexité des dossiers, effets du CRI, sous-effectifs et manque de perspectives de reconnaissance**. Malgré les actions de la direction depuis mars 2025, les problèmes structurels persistent.
La CGT exige des réponses urgentes sur l'organisation, les effectifs et les moyens, plutôt que des mesures ciblant l'adaptation individuelle des agents.

TEALE : un outil « inutile » face aux vrais enjeux du travail

L'application **TEALE**, déployée nationalement avec une communication massive, révèle un décalage entre sa promotion, le nombre d'agents « engagés » et son utilisation réelle. Les thématiques les plus consultées (charge mentale, sommeil, anxiété, burn-out) reflètent des problèmes liés à l'organisation du travail, la charge, les objectifs et les moyens.
Pour la **CGT**, **TEALE est un outil inadapté pour résoudre ces difficultés structurelles, car il propose des solutions individuelles à des problèmes collectifs**. Il ne peut être qu'un complément, sans remplacer une politique de prévention primaire agissant sur le travail lui-même. La CGT relève aussi l'absence de transparence sur le coût de cet outil national.

CGT FRANCE TRAVAIL OCCITANIE
cgtpeoc.org
facebook.com/CGTFTOCCITANIE

38 bis, rue Louis Plana
31 500 TOULOUSE
T. 05 62 16 78 16 / 12

1350 av A. Einstein, bât 11
34000 MONTPELLIER
T. 04 99 54 94 98 / 99

REJOINS-NOUS !